



Détenu en France, Rexhino Abazaj est menacé d'extradition vers la Hongrie pour avoir participé à des mobilisations contre des néonazis à Budapest en 2023. *L'Humanité* l'a rencontré. P. 2

L'ANTIFASCISTE TRAQUÉ PAR ORBAN

Le florissant business des licenciements

La multiplication des plans de suppression d'emplois profite aux professionnels des restructurations, qui empochent des millions d'euros pour une efficacité contestée. P. 12

M 00110 - 212 - F - 2,90 €





ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

Paille et poutre

Donald Trump ne croit pas que le plastique soit un problème pour l'environnement. En revanche, il trouve que les pailles en papier ou en carton sont un problème pour siroter ses boissons préférées. Il a signé un décret annulant la suppression des ustensiles en plastique à usage unique dans l'administration américaine. Une décision qui a ému, légitimement, les défenseurs de l'environnement partout sur la planète. Cette réhabilitation des pailles en plastique est devenue le symbole d'une politique à tel point antienvironnementale et climatosceptique qu'il y a quelques jours le ministère de l'Agriculture états-unien a fait supprimer toute mention relative au changement climatique sur les sites web publics.

Cette brutalité trumpiste choque. Mais qui sait que ce qu'impulse Trump aux États-Unis arrive également en France ? Le site Bon Pote, spécialisé sur les questions d'environnement, en fait la démonstration. Il constate que, « lors des débats au Sénat sur la loi d'orientation agricole, toutes les mentions des notions de lutte contre le changement climatique ou d'agroécologie ont été scrupuleusement rejetées de l'article 1^{er} ». Mais

Ici comme là-bas, les budgets des agences environnementales sont en chute libre.

Bon Pote va plus loin dans la comparaison. Trump coupe les budgets des agences environnementales et dénonce ceux qui y travaillent, les jugeant « nuisibles à la prospérité des États-Unis ». En France, l'Office français de la biodiversité est victime des attaques et de la violence de certaines organisations d'agriculteurs qui refusent normes et contrôle. Une ambiance hostile que l'exécutif, que ce soit l'Élysée ou Matignon, laisse prospérer, voire alimente. Quant aux budgets et aux effectifs des différentes structures contribuant à l'étude et à l'adaptation aux conséquences du changement climatique, ils sont en chute libre.

Aux États-Unis comme en France, les problématiques environnementales non seulement ne sont plus des priorités, mais sont pointées du doigt comme la cause des problèmes. Ici comme là-bas, la droite et l'extrême droite s'en prennent aux scientifiques, aux chercheurs, aux experts taxés d'« activistes » quand ils rappellent les faits. La paille et la poutre... ■

À Fresnes, Gino Abazaj dénonce la vendetta d'Orban

LIBERTÉS Craintes pour sa sécurité physique, collusion entre la justice et le pouvoir politique en Hongrie... L'Humanité a pu rencontrer en prison le jeune antifasciste albanais menacé d'extradition pour avoir participé à des mobilisations contre des néonazis à Budapest, en février 2023.

Voilà deux heures, ce mardi 4 février, que Thomas Portes et Raphaël Arnault, députés France insoumise, arpentent, dans le cadre de leur droit de contrôle parlementaire, la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) du nord au sud. Salles de classe, douches et sanitaires, dispositifs d'accueil pour les nouveaux arrivants, puis de réinsertion en vue de préparer les futures sorties... Dans les couloirs, les grandes fresques du graphiste Christian Guémy, alias C215, avec les visages des résistants emprisonnés par les nazis à Fresnes : Missak Manouchian, qui écrivit ici sa dernière lettre à Mélinée, ses camarades Joseph Boczov, Spartaco Fontanot, Celestino Alfonso, Thomas Elek, Maurice Fingerwajg et les autres. « Vous avez vu Rino Della Negra ? » s'enquiert, réjoui, Raphaël Arnault, pointant la vedette du Red Star de Saint-Ouen et, lui aussi, membre des FTP-MOI. Au fil de la visite, même à l'ombre, l'air se recharge en imaginaire et en humanité. Puis, tout en haut de quatre volées d'escaliers, sur la cour-sive de gauche, la cellule 497. « On peut ouvrir celle-ci ? » propose Thomas Portes. Les loquets sautent, la porte grince, et c'est encore un antifasciste qui apparaît. De chair et d'os, cette fois. Il s'appelle

Rexhino Abazaj. Étranger et frère pourtant, lui aussi : en Italie depuis sa plus tendre enfance, il a la nationalité albanaise, mais son vrai nom, celui par lequel ses camarades l'appellent, c'est « Gino ». Il est emprisonné depuis la mi-novembre, après son arrestation par les services antiterroristes, sur la base d'un mandat d'arrêt européen délivré par la Hongrie de Viktor Orban.

IL ENCOURT UNE PEINE DE SEIZE ANS DE PRISON

Deux mois et demi qu'il est à Fresnes et, dans la cellule qu'il partage avec un codétenu et que, sur son invitation, la petite troupe des visiteurs ne tarde pas à envahir, tout un monde s'est déjà déployé, comme pour ouvrir l'horizon : il y a des cartes postales, des photos de manif avec des banderoles « Liberté pour Gino, liberté pour tous les antifas » dans plusieurs langues, un logo du groupe de hard rock Metallica qui côtoie un dessin figurant Lénine. Sur les étagères, une dizaine de livres, dont *l'Appel de la forêt*, de Jack London. Et un gros tas de courrier. « Je reçois beaucoup de soutiens, confie-t-il en français. Beaucoup de personnes pensent à moi. Mes amis, mais aussi plein de gens que je ne connais pas. »

Après avoir participé aux protestations, en février 2023, contre la tenue de la « Journée de l'honneur » – la commémoration

« On nous fait un procès politique. Le régime a déjà décidé de notre culpabilité. »



Gino Abazaj, dans sa cellule, à la prison de Fresnes, le 4 février. ANDRAS

REPORTAGE

annuelle par des néonazis, organisée avec l'aval des autorités hongroises, d'une déroute militaire des troupes hitlériennes en 1945 -, Gino est accusé d'y avoir commis des violences. Comme sa camarade Ilaria Salis (lire l'entretien page 4) et une vingtaine d'autres antifascistes de toute l'Europe, réclamés par le premier ministre hongrois, il risque, pour des « coups et blessures » présumés contre des skinheads, une peine pouvant aller jusqu'à seize ans de prison. Alors, bien sûr, à Fresnes, il y a des « problèmes » dans la détention, répond-il aux députés qui l'interpellent. « Certains trucs ne marchent pas, ce n'est pas efficace, regrette-t-il. Je viens d'obtenir le droit de voir ma compagne dans les parloirs, mais je ne peux pas lui parler au téléphone. C'est bizarre. » Évidemment, Gino le sait, et il le fait comprendre sans détour aux visiteurs : Fresnes, même vétuste, ça n'a rien à voir avec la prison à Budapest.

« En Hongrie, j'ai des amis qui sont allés ou qui sont en prison, explique-t-il. Ilaria n'est sortie qu'en devenant députée

européenne, les autres ont été placés à l'isolement. Il y a des rats, des insectes, des menaces tout le temps par les autres détenus et par les gardiens. Tout ça est encouragé par les hommes politiques, Orban et les membres de son gouvernement, de son parti, le Fidesz, qui, avant tout procès, ont déjà décidé de notre culpabilité. » Écoutant l'échange, un des cadres de l'administration pénitentiaire laisse échapper ce cri du cœur : « On a beaucoup de personnes qui sont des opposants politiques. On a un Kurde, on a des Azéris qui seraient en danger en Turquie ou en Russie. C'est triste à dire, mais c'est comme ça : on est toujours mieux à Fresnes plutôt qu'extradé vers certains pays. »

Alors que son comité de soutien a multiplié les initiatives réussies ces dernières semaines - rencontres publiques, pétition, conférence de presse avec la Ligue des droits de l'homme et les écrivains Laurent Binet et Éric

« Les militants d'extrême droite qui commettent des exactions ne sont jamais poursuivis. »

Vuillard (lire en page 5) -, Gino se considère bel et bien comme un « prisonnier politique ». « C'est évident que la Hongrie fait un procès politique, articule-t-il, passant parfois en italien. Tous les néonazis et les militants d'extrême droite qui ont commis et commettent chaque année des exactions lors du "Jour de l'honneur" ne sont jamais poursuivis par Orban. Ceux qu'ils appellent de gauche, en revanche, le premier ministre hongrois les pourchasse dans toute l'Europe. »

À quelques jours d'une nouvelle audience, ce mercredi 12 février, consacrée à l'examen du mandat d'arrêt européen émis par la Hongrie - lors de la dernière, la justice française avait exigé des « garanties » sur l'indépendance de la justice et sur la protection des droits fondamentaux de Gino -, le jeune homme se dit « un peu stressé ». « C'est difficile de penser vraiment en étant ici, mais je veux rester positif », glisse-t-il encore, avant que les surveillants pénitentiaires ne finissent par réclamer de passer à la suite de la visite. Sur l'écran de télé, dans la cellule, le journal de France 2 évoque les « arnaques » sur Internet. Avec Orban et ses sbires qui passent leur temps à publier, sur les réseaux sociaux, des montages présentant Ilaria Salis et ses camarades derrière les barreaux, des arnaques, on en voit de toutes les couleurs, enfin surtout bien brunes. Plus de temps à perdre, Thomas Portes et Raphaël Arnault font une accolade à Gino. « Forza, courage », glissent-ils dans toutes les langues utilisées pour la rencontre. La porte de la cellule 497 va de nouveau se refermer. Plus pour trop longtemps, souhaitent-ils. ■

THOMAS LEMAHIEU

JUSTICE DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS, LA HONGRIE À LA MANŒUVRE

À l'occasion d'une nouvelle audience, ce mercredi, la cour d'appel de Paris doit examiner les réponses apportées par les autorités hongroises à ses demandes sur le sort réservé à Gino Abazaj en cas d'extradition. Fait assez inédit : à la mi-janvier, le tribunal avait réclamé des garanties sur sa protection physique et sur l'indépendance de la

justice. D'après nos informations, la Hongrie avait fait parvenir, il y a une quinzaine de jours, des premiers éléments laconiques, mais vient, ce mardi 11 février, d'en ajouter d'autres. Ce qui pourrait conduire à un renvoi de l'affaire à une audience ultérieure. Et retarder encore une libération du jeune antifasciste attendue par

son comité de soutien. Mais, même dans ce cas, tout ne serait pas terminé. « S'il était remis en liberté, comme nous le demandons, Gino pourrait faire l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, et être renvoyé en Albanie qui pourrait potentiellement l'extrader vers la Hongrie », avertit d'ores et déjà M^e Youri Krassoulia, l'un de ses deux avocats.

« Tout est construit pour nous coller des peines exorbitantes »

Après quinze mois dans les geôles hongroises, Ilaria Salis ne doit sa liberté qu'à son élection comme députée européenne. Elle appelle la France à refuser l'extradition de Gino Abazaj, réclamée par Orban.

Ilaria Salis ne connaît que trop bien ce qu'est la répression politique en Hongrie. Entre son arrestation à Budapest en février 2023, en marge de la « Journée de l'honneur », un rassemblement de néonazis commémorant une cuisante défaite contre l'Armée rouge en 1945, et son élection au Parlement européen, en juin 2024 – elle siège dans le groupe de la Gauche (GUE-NGL) –, l'antifasciste italienne a dû endurer pendant près d'un an et demi ce qui ressemble à de la « torture blanche ». Un traitement injuste et inhumain qu'elle veut épargner à Rexhino Abazaj, alias « Gino », et à d'autres de ses camarades, cibles sur tout le continent d'une même vengeance d'État planifiée directement par le premier ministre hongrois, Viktor Orban.

Dans le cadre de l'examen du mandat d'arrêt européen délivré à l'encontre de Rexhino « Gino » Abazaj, la justice française a réclaté à la Hongrie des « garanties » qu'elle doit examiner ce mercredi. Qu'en pensez-vous ?

Tout a déjà été dit sur les conditions inhumaines de détention et la non-indépendance de la justice en Hongrie. C'est établi, et Viktor Orban a déjà été sanctionné par l'Union européenne. J'ai vécu tout ça dans ma chair. J'ai subi les vingt-trois heures par jour en cellule, sans garanties de pouvoir se laver, faute de produits hygiéniques, ni de manger. Le soir, le chariot de nourriture ne passait pas. Cela, c'est le lot commun. Mais moi, comme antifasciste, j'avais un traitement spécial, pour me briser... J'ai dû attendre plus de six mois juste pour parler au téléphone ou simplement recevoir une lettre de ma famille. Il y avait des menaces permanentes et un régime d'isolement notamment, et ça continue pour Maya, une autre camarade qui a été extradée, à la sauvette et en toute illégalité, par l'Allemagne.



Ilaria Salis, le 18 janvier, lors d'une rencontre solidaire pour la libération de Gino, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). JULIEN JAULIN/HANS LUCAS POUR L'HUMANITÉ

Que peut-on attendre de la justice en Hongrie ?

Pour moi, pour Gino et les autres antifascistes qui se sont mobilisés contre une manifestation proprement néonazie en février 2023, le verdict est écrit d'avance. On ne compte plus les déclarations de Viktor

Orban et de ses ministres qui nous désignent comme des « terroristes », des « vermines » ou même – c'est le summum pour eux – des « communistes ». Quand j'étais présentée au tribunal, c'était toujours entravée et menottée, comme une

bête exposée à cette vindicte politique. C'est ainsi que la Hongrie traite les opposants, et ça n'est pas l'exception, c'est la norme.

À partir de quelle construction judiciaire Orban vous poursuit-il ?

Au moment de mon arrestation, ils parlaient d'un délit assez paradoxal : ils me reprochaient des violences contre une communauté discriminée, une imputation qui sert à protéger les LGBT ou les Roms, qui sont, en l'occurrence, attaqués en Hongrie. En gros, ils avaient l'air de considérer que les néonazis étaient une minorité discriminée qui devait être mise sous protection. Après, ils ont changé en parlant de coups et blessures, pouvant entraîner la mort, en bande organisée. Un jour, ils m'accusent d'une agression, puis ils se rendent compte que je n'étais pas à Budapest à ce moment-là, et ils en prennent une autre. Alors même que, dans le dossier, il n'est question que de blessures légères guéries en moins d'une semaine, tout est construit, en réalité, pour nous coller des peines exorbitantes. Si j'avais accepté de ne pas me défendre et de plaider coupable, comme ils le proposent, je pouvais obtenir une peine réduite à onze ans de prison ferme. Si je refuse, je risque vingt-quatre ans. Autrement dit, la perpétuité... Avant de rendre sa décision pour Gino, la justice française devrait mesurer cette folie.

« Les conditions inhumaines de détention et la non-indépendance de la justice en Hongrie sont un fait établi. »

Vous n'avez été sortie des geôles hongroises que grâce à une vaste campagne de solidarité qui a culminé avec votre élection au Parlement européen. Quelle portée cela peut-il avoir aujourd'hui ?

Quand j'étais derrière les barreaux en Hongrie, je n'avais pas vraiment idée de ce qui se passait à l'extérieur. Toute cette solidarité, c'est un mouvement rare, et plus encore en Italie aujourd'hui, où la société paraît souvent si apathique. Disons que c'est une heureuse anomalie ! Avec ma candidature aux européennes – que j'ai acceptée non sans craindre de payer plus cher encore dans mes conditions de détention –, on a permis aux citoyens de faire un geste concret pour réparer une injustice. Maintenant, nous attendons que la France résiste à son tour, et qu'elle ne s'abîme pas dans la collaboration avec la Hongrie. Gino est un citoyen européen par excellence. Il n'a pas la nationalité italienne, malgré le fait qu'il a grandi chez nous. Il a voyagé, il parle des tas de langues, il a des amis partout, il ne connaît pas les frontières. Il doit être libéré, comme tous les antifascistes pourchassés aujourd'hui par la Hongrie. Quel meilleur pays que la France, avec ses traditions politiques et ses mouvements plus vivaces qu'ailleurs, pour enrayer les visées d'un régime comme celui d'Orban ? ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR THOMAS LEMAHIEU

“
TRIBUNE

Il faut que Rexhino Abazaj retrouve la liberté

Le mandat d'arrêt européen a été institué en 2002, afin de renforcer la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Il s'agissait d'étendre le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires. Mais une telle reconnaissance suppose que les décisions judiciaires sont prises partout sur la base de droits démocratiques à peu près équivalents. On aurait pu espérer que la coopération européenne permettrait une harmonisation des législations favorables aux libertés publiques. Cela ne s'est, hélas, pas produit.

Depuis 2010, l'extrême droite s'est implantée dans plusieurs gouvernements européens. À la tête des exécutifs italien, hongrois et belge, elle participe à des coalitions gouvernementales aux Pays-Bas, en Finlande et en Slovaquie. Il existe, par ailleurs, en Italie, d'importantes dispositions du droit pénal héritées du droit fasciste et qui n'ont jamais été supprimées.

Dans le contexte actuel, le mandat d'arrêt européen devient donc une procédure délicate, et, à bien des égards, dangereuse. Puisqu'elle incite mécaniquement à collaborer avec des gouvernements d'extrême droite ou des régimes autoritaires.

Le cas de Rexhino Abazaj concentre en lui tous les périls, toutes les absurdités de cette situation. La justice hongroise a émis un mandat d'arrêt européen contre Rexhino Abazaj. Il est accusé d'avoir participé à des violences contre des militants d'extrême droite. Réfugié en France, il a été arrêté le 12 novembre par une équipe de la sous-direction antiterroriste.

Rappelons que son inculpation en Hongrie repose sur sa participation, le 11 février 2023, à une manifestation contre un rassemblement néonazi entendant célébrer la mémoire des SS.

Rexhino Abazaj est aujourd'hui enfermé à la prison de Fresnes. Ses avocats réclament sa remise en liberté et déclarent que le mandat d'arrêt européen émis à son encontre ne peut pas être exécuté, puisque la justice et les prisons hongroises ne répondent en aucun cas aux critères exigés.

Dans le même cas que Rexhino Abazaj, Ilaria Salis a été arrêtée à Budapest à l'issue de la même manifestation. Elle est accusée de tentative d'agression et de faire partie

d'une organisation d'extrême gauche. Elle risque jusqu'à vingt-quatre ans de prison. On voit qu'il existe tout d'abord dans ces affaires une ambiance générale que l'on est bien obligé de qualifier de délirante. Voici, dans un cas, une femme arrêtée pour tentative d'agression sur des militants néonazis, célébrant la SS, et qui risque, elle, et non pas eux, onze ans de prison (si elle acceptait de plaider coupable - NDLR). Dans le cas de Rexhino Abazaj, une équipe de la sous-direction antiterroriste arrête un militant antifasciste pour le remettre à la Hongrie, État dont tous les médias proclament unanimement le caractère autoritaire.

Et, dans les deux cas, tout se passe comme si la Hongrie devenait brusquement un pays européen comme les autres. Tous les discours tenus sans cesse sur « l'illibéralisme » d'Orban se volatilisent dès qu'il s'agit de défendre les droits et les libertés les plus élémentaires. Lorsqu'il redécoupe la carte électorale, refuse de soutenir l'Ukraine, refuse les sanctions contre la Russie, ou félicite Trump, on le juge dangereux pour la liberté, mais on continuerait de pratiquer avec son régime un échange poli de prisonniers, comme si de rien n'était, comme si – par un étrange tour de passe-passe – le respect des libertés ne concernait ni les accusés ni les détenus. Mais alors qui cela concerne-t-il ?

Voici la version kafkaïenne de cette histoire : la police française antiterroriste arrête un militant antifasciste pour le remettre à un état autoritaire, où il risque une peine absolument disproportionnée avec les faits qui lui sont reprochés par une justice qui domine très largement le parti au pouvoir. Ici, tout marche à l'envers, toutes les fonctions sont perverties. La police antiterroriste arrête un antifasciste pour le remettre à un état autoritaire, au nom de la coopération européenne, qui devient, de fait, une valeur supérieure à la liberté humaine. On oublierait presque que la Hongrie a été épinglée plusieurs fois pour ses mauvaises conditions d'incarcération et qu'à son procès, en Hongrie, la militante italienne était enchaînée au tribunal.

En résumé, nous vivons des heures étranges, où les



ERIC VUILLARD
Ecrivain



« Personne n'ignore ce qu'est le régime de Viktor Orban. Nul ne peut donc faire comme s'il s'agissait d'une démocratie libérale. » CARL COURT/GETTY IMAGES VIA AFP

procédures censées créer un espace commun, une justice commune, sont en réalité les outils d'une politique aveugle et répressive. On remettrait des accusés à n'importe quel régime sous prétexte que le pays fait partie de l'Union européenne, on s'en tiendrait strictement à des données formelles, à des affirmations gratuites, et qui vont pourtant à contre-courant de tout ce que nous savons.

Car personne n'ignore ce qu'est le régime de Viktor Orban, personne n'ignore son accaparement du pouvoir, la manière dont il corrompt le fonctionnement de l'État hongrois, cela fait sans cesse la une de la presse, nul ne peut donc faire comme s'il s'agissait d'une démocratie libérale. C'est ce qui explique la très forte mobilisation autour de Rexhino Abazaj. Dans cette affaire, tout le monde sait à quoi s'en tenir. Et toutes les fables inconsistantes que le régime hongrois pourrait raconter à propos de sa justice et des conditions d'incarcération ne peuvent convaincre personne. Rexhino Abazaj ne peut pas être remis à la Hongrie.

Pour le moment, la procédure se déroule comme si la Hongrie était un interlocuteur normal, les magistrats ont demandé à la Hongrie des informations sur les conditions d'incarcération,

comme la procédure le prévoit. Mais si les magistrats ne peuvent faire autrement que de suivre les procédures et de donner le change, cette demande n'en est pas moins une absurdité. On réclame des justifications que l'on sait impossibles, on réclame une réponse dont on ne peut ignorer la mauvaise foi. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

En réalité, si l'on s'en tenait aux principes, jamais Rexhino Abazaj n'aurait dû être arrêté sur la base d'un mandat d'arrêt émanant d'un régime qui se réclame lui-même de « l'illibéralisme », jamais il n'aurait dû être arrêté par la police antiterroriste, jamais il ne devrait se trouver à Fresnes.

On parle sans cesse de « transparence », mais lorsqu'on est face à un cas tout à fait clair, lorsqu'on y voit parfaitement bien, lorsqu'il n'y a aucun doute sur le choix à faire, on se conduit comme s'il fallait éclaircir le problème, en savoir davantage. On se comporte comme si la justice, la vérité, les faits, étaient des choses purement formelles, et qu'il fallait avant tout s'en tenir aux procédures, quitte à maintenir quelqu'un en prison un peu plus longtemps, quitte à réclamer des renseignements inutiles sur des choses que l'on connaît parfaitement, quitte à faire comme si l'on devait résoudre une question, alors qu'on a déjà la réponse.

Il faut que Rexhino Abazaj retrouve la liberté. ■

Dernier ouvrage paru : *Une sortie honorable*, Actes Sud, 2022.

La France réclame au premier ministre hongrois une réponse dont on ne peut ignorer la mauvaise foi. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.